

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200145]

15 DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une aide aux exploitations agricoles visant à faire face à la baisse des prix des produits agricoles ou à des événements exceptionnels et à une aide à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D. 4, D.11, D.13, D.14, D. 17, D. 242, D.243, D. 245, alinéa 2, D.247, et D. 254, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 17 décembre 2015 octroyant une aide exceptionnelle et temporaire aux agriculteurs producteurs de lait, de viande bovine et de porcs de reproduction;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 octobre 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 11 octobre 2016;

Vu le rapport du 6 octobre 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.365/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 novembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il convient d'activer le régime d'aides « *de minimis* », dès lors qu'il y a lieu de soutenir le secteur agricole lorsque celui-ci fait face à des événements exceptionnels conduisant à une perturbation directe ou indirecte des différents marchés, tels que l'embargo sur les importations imposé par la Russie, la disparition des quotas, une fluctuation importante des marchés;

Considérant que la Commission européenne prend, lorsque des circonstances exceptionnelles apparaissent, à l'échelle européenne, des mesures pour mettre en œuvre des outils financiers en vue de soutenir le secteur agricole;

Considérant que ces dernières années, plusieurs crises successives ont nécessité une intervention des pouvoirs publics;

Considérant que généralement, lorsque l'Union européenne autorise des aides de crises, le Gouvernement wallon a peu de temps pour mettre en œuvre ces mesures;

Considérant que la Région wallonne doit se doter d'un outil juridique permettant d'actionner rapidement l'octroi d'aide lors de circonstances exceptionnelles;

Considérant que les interventions soutiennent la continuité de la gestion et promeuvent l'entrepreneuriat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

2^o la garantie : la garantie organisée au chapitre 7 de l'arrêté du gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole.

Art. 2. L'organisme payeur ou l'organisme à qui il délègue tout ou partie de sa mission en vertu de l'article D.256, alinéa 1^{er}, du Code, est chargé du suivi des aides octroyées en vertu du présent arrêté conformément à l'article D.254 du Code.

L'organisme payeur ou l'organisme à qui il délègue tout ou partie de sa mission en vertu de l'article D.256, alinéa 1^{er}, du Code, octroie les aides prévues en vertu du présent arrêté sur la base des données et des documents dont il dispose via la demande unique de l'agriculteur.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque l'organisme payeur ou l'organisme à qui il délègue tout ou partie de sa mission en vertu de l'article D.256, alinéa 1^{er}, du Code, ne dispose pas des données ou des documents lui permettant d'octroyer l'aide aux agriculteurs concernés, il envoie une demande d'information aux agriculteurs par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code. Les agriculteurs répondent dans les trente jours à dater de la réception de la demande d'information. A défaut, s'il bénéficie des informations suffisantes pour ce faire, l'organisme payeur octroie l'aide uniquement sur la base des données dont il dispose.

Art. 3. Sauf disposition contraire prévue dans la réglementation européenne, le bénéficiaire :

1^o est identifié auprès de l'organisme payeur dans le cadre du SIGeC conformément à l'article D.20 du Code;

2^o détient une unité de production sur le territoire de la Région wallonne;

3^o est agriculteur actif au sens de l'article 9 du règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n°73/2009 du Conseil tel qu'exécuté par les articles 10 à 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs.

Art. 4. Aucune aide prévue dans le cadre de l'application du présent arrêté n'est octroyée à une entreprise en difficulté.

Par entreprise en difficulté, l'on entend une entreprise en difficulté au sens de l'article 2, 14°, du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

En cas de paiement indu, les aides sont recouvrées conformément aux articles D. 258 à D. 260 du Code.

CHAPITRE II. — *Aides régionales visant à faire face à la baisse des prix des produits agricoles ou à des événements exceptionnels*

Art. 5. Suite à une baisse exceptionnelle ou imprévisible des prix des produits agricoles ou à des événements exceptionnels reconnus comme tels par le Gouvernement, l'agriculteur qui apporte la preuve qu'il éprouve des difficultés de trésorerie peut bénéficier d'aides régionales consistant en une subvention ou à l'octroi d'une garantie dans les conditions fixées au présent arrêté.

Les difficultés de trésorerie peuvent être démontrées par des retards de paiement de ses fournisseurs.

Art. 6. Lorsque l'aide octroyée par l'organisme payeur en vertu de l'article 5 consiste en l'octroi d'une garantie, y compris via des aides *de minimis* au financement de risques sous la forme de garantie, l'équivalent subvention-brut de la garantie est calculé conformément aux articles 27 à 33 de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole.

Lorsque le montant garanti n'excède pas 112.500 euros, la durée de la garantie est de maximum cinq ans.

Lorsque le montant garanti n'excède pas 56.250 euros, la durée de la garantie est de maximum dix ans.

Le Ministre peut définir d'autres montants et d'autres durées lorsque ceux-ci sont prévus dans une réglementation européenne particulière en matière d'aide de crise.

Le Ministre définit les modalités complémentaires à l'octroi de la garantie prévue au présent chapitre.

Art. 7. L'organisme payeur octroie la subvention visée à l'article 5, alinéa 1^{er}.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le Ministre confirme :

1° les éléments procéduraux permettant de compléter la législation européenne lorsque cette dernière prévoit la mise en place d'une aide de crise;

2° le cas échéant, les choix opérés dans le cadre de l'octroi des subventions lorsque la réglementation européenne prévoit plusieurs possibilités dans l'octroi d'une aide de crise;

3° les modalités de liquidation de la subvention lorsque celles-ci ne sont pas entièrement prévues dans la législation européenne;

4° les périodes couvertes et les montants qui peuvent être octroyés dans le cadre de la mise en place d'une aide de crise.

CHAPITRE III. — *Aides régionales à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles*

Art. 8. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une aide *de minimis* peut être octroyée par l'organisme payeur aux agriculteurs dont la principale activité est la production primaire pour le développement d'activités de transformation ou de commercialisation de leurs produits agricoles.

Le montant de l'aide visée à l'alinéa 1^{er} n'excède pas, sur trois exercices fiscaux, 2.000 euros par agriculteur.

§ 2. Les dépenses admissibles à l'aide visée au paragraphe 1^{er} sont :

1° les dépenses de marketing relatives à la commercialisation de produits agricoles;

2° les investissements mobiliers liés à la transformation et la commercialisation de produits agricoles;

3° les dépenses liées à des études de marché portant sur la transformation et la commercialisation de produits agricole;

4° les dépenses de conseils pour la mise en place de nouvelles activités de transformation et de commercialisation de produits agricoles, y compris les conseils fiscaux et les plans d'affaires;

5° l'acquisition, par un agriculteur, de parts représentatives du capital d'une société coopérative dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la Région wallonne et dont l'activité principale consiste à collecter, à assurer la promotion, à transformer ou à commercialiser des produits agricoles, ou à réaliser plusieurs de ces activités.

§ 3. L'aide visée au paragraphe 1^{er} prend la forme d'une ou deux subventions en capital dont le montant total ne peut dépasser 15.000 euros.

Le Ministre peut prévoir un montant inférieur.

L'aide visée au paragraphe 1^{er} peut être accordée aux agriculteurs qui remplissent les conditions énoncées à l'article 3 ainsi qu'à des organisations de producteurs, des associations d'organisation de producteurs, des coopératives ou des groupements de producteurs.

Si le demandeur est une organisation de producteurs, une association d'organisations de producteurs, une association de producteurs, il peut introduire une demande d'aide pour chacun de ses membres.

Si le demandeur est un groupement de producteurs, seul le groupement peut introduire une demande unique d'aide.

Le Ministre peut fixer des conditions complémentaires à l'accès à l'aide en vue de limiter l'accès à cette dernière à des volumes de production.

Le Ministre peut fixer la durée ainsi que les conditions purement procédurales pour l'application de ces aides.

Art. 9. Une aide sous forme de garantie publique couvrant au maximum septante-cinq pour cent de la somme empruntée et servant à financer des activités de collecte, de promotion, de transformation ou de commercialisation ou de plusieurs de ces activités de produits agricoles peut également être octroyée par l'organisme payeur.

L'équivalent subvention-brut de la garantie est calculé sur la base de primes « refuges » répondant au critère de transparence telle que prévu dans la réglementation européenne.

L'aide est accordée aux sociétés coopératives de transformation ou de commercialisation pour le développement de projets de valorisation de produits agricoles.

Le Ministre définit la liste de ces produits agricoles.

Lorsque le montant garanti n'excède pas 1.500.000 euros, la durée de la garantie est de maximum cinq ans.

Lorsque le montant garanti n'excède pas 750.000 euros, la durée de la garantie est de maximum dix ans.

Le Ministre peut définir d'autres montants et d'autres durées lorsque ceux-ci sont prévus dans une réglementation européenne particulière en matière d'aide de crise.

Le Ministre définit les modalités complémentaires à l'octroi de la garantie prévue au présent chapitre.

CHAPITRE IV. — *Recours et clause de contournement*

Art. 10. L'agriculteur dispose de quarante-cinq jours pour introduire un recours auprès du responsable de l'organisme payeur contre toute décision prise en vertu du présent arrêté.

Le responsable de l'organisme payeur peut prendre une décision sur le recours dans un délai de trois mois à dater de la réception du recours.

Aucun intérêt de retard n'est réclamé relatif à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.

Art. 11. Aucune des aides prévues par le présent arrêté n'est accordée en faveur des agriculteurs qui ont créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention de ces aides, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 12. Dans le titre 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, le chapitre 1^{er}bis, comportant l'article 76bis, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2009, est abrogé.

Art. 13. Dans le titre 4 du même arrêté, le chapitre 1^{er}ter, comportant les articles 76ter et 76quater, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, est abrogé.

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement wallon 17 décembre 2015 octroyant une aide exceptionnelle et temporaire aux agriculteurs producteurs de lait, de viande bovine et de porcs de reproduction est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/200145]

15. DEZEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer Beihilfe zugunsten der landwirtschaftlichen Betriebe zur Bewältigung des Rückgangs der Preise für landwirtschaftliche Erzeugnisse oder außergewöhnlicher Ereignisse und einer Beihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung landwirtschaftlicher Erzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D. 4, D.11, D.13, D.14, D. 17, D. 242, D.243, D. 245 Absatz 2, D.247, et D.254 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 zur Gewährung einer vorübergehenden Sonderbeihilfe zugunsten der Erzeuger von Milch, Rindfleisch und Zuchtschweinen;

Aufgrund der am 3. Oktober 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 6. Oktober 2016 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 11. Oktober 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 6. Oktober 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 23. November 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 60.365/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die De-minimis-Beihilferegelung zu aktivieren ist, insofern der Agrarsektor zu unterstützen ist, wenn dieser mit außergewöhnlichen Ereignissen konfrontiert wird, die zu einer direkten oder indirekten Beeinträchtigung der Märkte führen, wie zum Beispiel das von Russland auferlegte Einfuhrverbot, der Wegfall der Quotenregelung oder die erheblichen Schwankungen auf den Märkten;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission beim Auftreten von derartigen außergewöhnlichen Ereignissen auf europäischer Ebene Maßnahmen trifft, um finanzielle Instrumente zur Unterstützung des Agrarsektors einzusetzen;

In der Erwägung, dass in den vergangenen Jahren mehrere aufeinander folgende Krisen ein Eingreifen der öffentlichen Behörden erfordert haben;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung im Falle einer Genehmigung von Krisenbeihilfen durch die Europäische Union generell über wenig Zeit verfügt, um diese Maßnahmen umzusetzen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region sich mit einem Rechtsinstrument ausstatten muss, um die Gewährung einer Beihilfe in außergewöhnlichen Umständen schnell in die Wege leiten zu können;

In der Erwägung, dass die durch diese Interventionen die Kontinuität der Verwaltung unterstützt und das Unternehmertum gefördert wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

2° Garantie: die in Kapitel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor organisierte Garantie.

Art. 2 - Die Zahlstelle oder die Einrichtung, der sie gemäß Artikel D.256 Absatz 1 des Gesetzbuches einen Teil oder die Gesamtheit ihrer Aufgaben anvertraut, wird gemäß Artikel D.254 des Gesetzbuches mit der Überwachung der aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen beauftragt.

Die Zahlstelle oder die Einrichtung, der sie gemäß Artikel D.256 Absatz 1 des Gesetzbuches einen Teil oder die Gesamtheit ihrer Aufgaben anvertraut, gewährt die aufgrund des vorliegenden Erlasses zu gewährenden Beihilfen auf der Grundlage der Angaben und Schriftstücke, die ihr im Rahmen des Sammelantrags durch den Landwirt übermittelt wurden.

Falls die Zahlstelle oder die Einrichtung, der sie gemäß Artikel D.256 Absatz 1 des Gesetzbuches einen Teil oder die Gesamtheit ihrer Aufgaben anvertraut, nicht über die Angaben oder Dokumente verfügt, die ihr ermöglichen, den betreffenden Landwirten die Beihilfe zu gewähren, fordert sie in Abweichung von Absatz 2 bei den Landwirten durch jedes Mittel, das der Einsendung laut Artikel D.256 Absatz 1 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht, zusätzliche Informationen an. Die Landwirte antworten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Informationsantrags. Bleibt diese Antwort aus und insofern sie über ausreichend Informationen verfügt, gewährt die Zahlstelle die Beihilfe ausschließlich auf der Grundlage der Angaben, über die sie verfügt.

Art. 3 - Sofern in den europäischen Rechtsvorschriften nichts anders bestimmt ist:

1° ist der Begünstigte bei der Zahlstelle im InVeKoS-System gemäß Artikel D.20 des Gesetzbuches identifiziert;

2° besitzt der Begünstigte eine Produktionseinheit auf dem Gebiet der wallonischen Region;

3° ist der Begünstigte aktiver Landwirt im Sinne von Artikel 9 der Verordnung Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates, so wie er durch Artikel 10 bis 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte ausgeführt worden ist.

Art. 4 - Einem Unternehmen in Schwierigkeiten wird keinerlei im Rahmen des vorliegenden Erlasses vorgesehene Beihilfe gewährt.

Als Unternehmen in Schwierigkeiten gilt ein Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne von Artikel 2 Ziffer 14 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

Wurden sie ungeschuldet gewährt, werden die Beihilfen gemäß den Artikeln D.258 bis D.260 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft beigetrieben.

KAPITEL II — *Regionale Beihilfen zur Bekämpfung des Preisverfalls der Agrarprodukte oder außergewöhnlicher Ereignisse*

Art. 5 - Im Anschluss an einen außergewöhnlichen oder unvorhergesehenen Preisverfall der Agrarprodukte oder an außergewöhnliche Ereignisse, der(die) als solche von der Regierung anerkannt wird(werden), kann der Landwirt, der den Beweis erbringt, dass er sich in finanziellen Schwierigkeiten befindet, nach den Bedingungen des vorliegenden Erlasses in den Genuss von regionalen Beihilfen in Form einer Subvention oder in Form einer Garantie gelangen.

Die finanziellen Schwierigkeiten können durch Verzögerungen bei den Zahlungen an seine Lieferanten nachgewiesen werden.

Art. 6 - Handelt es sich bei der gemäß Artikel 5 von der Zahlstelle gewährten Beihilfe um eine Garantie, einschließlich über De-minimis-Beihilfen zur Risikofinanzierung in Form einer Garantie wird das Bruttosubventionsäquivalent der Garantie gemäß den Artikeln 27 bis 33 des Ministerialerlasses vom 10. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor berechnet.

Beträgt der garantierte Betrag maximal 112.500 Euro, beläuft sich die Dauer der Garantie maximal fünf Jahre.

Beträgt der garantierte Betrag maximal 56.250 Euro, beläuft sich die Dauer der Garantie maximal zehn Jahre.

Der Minister ist befugt, andere Beträge und andere Laufzeiten festzulegen, falls diese in spezifischen europäischen Rechtsvorschriften in Sachen Krisenbeihilfen vorgesehen sind.

Der Minister bestimmt die zusätzlichen Modalitäten für die Gewährung der im vorliegenden Kapitel erwähnten Garantie.

Art. 7 - Die Zahlstelle gewährt die in Artikel 5 Absatz 1 angeführte Subvention.

Für die Anwendung von Absatz 1 bestätigt der Minister:

1° die verfahrenstechnischen Elemente, die ermöglichen, die europäische Gesetzgebung zu vervollständigen, falls diese die Einführung einer Krisenbeihilfe vorsieht;

2° gegebenenfalls die im Rahmen der Gewährung von Subventionen getroffene Auswahl, falls in den europäischen Rechtsvorschriften mehrere Möglichkeiten bei der Gewährung einer Krisenbeihilfe vorgesehen werden;

3° die Modalitäten für die Auszahlung der Subvention, wenn diesen nicht vollständig in der europäischen Gesetzgebung vorgesehen werden;

4° die abgedeckten Zeiträume und die Beträge, die im Rahmen der Einführung einer Krisenbeihilfe gewährt werden können.

KAPITEL III — Regionale Beihilfen für die Verarbeitung und die Vermarktung von Agrarprodukten

Art. 8 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann den Landwirten, deren Haupttätigkeit in der Primärproduktion für die Entwicklung von Aktivitäten zur Verarbeitung oder zur Vermarktung ihrer landwirtschaftlichen Erzeugnisse besteht, von der Zahlstelle eine "De-minimis"-Beihilfe gewährt werden.

Der Betrag der in Absatz 1 erwähnten Beihilfe beträgt für drei Steuerjahre höchstens 2.000 Euro pro Landwirt.

§ 2. Die für die in Paragraph 1 erwähnte Beihilfe zulässigen Ausgaben sind:

1° Ausgaben für das Marketing im Rahmen der Vermarktung von Agrarprodukten;

2° Investitionen in bewegliche Güter im Zusammenhang mit der Verarbeitung und der Vermarktung von Agrarprodukten;

3° Ausgaben für Marktstudien über die Verarbeitung und die Vermarktung von Agrarprodukten;

4° Ausgaben für Beratungsleistungen bei der Umsetzung neuer Aktivitäten zur Verarbeitung und Vermarktung von Agrarprodukten, einschließlich für die Steuerberatung und die Geschäftspläne;

5° der Erwerb durch einen Landwirt von Kapitalanteilen einer Genossenschaft, deren Betriebsitz sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet und deren Haupttätigkeit darin besteht, landwirtschaftliche Erzeugnisse zu sammeln, deren Förderung zu gewährleisten, sie zu verarbeiten oder zu vermarkten, oder mehrere dieser Tätigkeiten durchzuführen.

§ 3. Die in Paragraph 1 erwähnte Beihilfe entspricht einer oder zwei Kapitalsubventionen, deren Gesamtbetrag 15.000 Euro nicht übersteigen darf.

Der Minister ist befugt, einen geringeren Betrag festzulegen.

Die in Paragraph 1 angeführte Beihilfe kann den Landwirten gewährt werden, die die in Artikel 3 angeführten Bedingungen erfüllen, und den Erzeugerorganisationen, Vereinigungen von Erzeugerorganisationen, Genossenschaften oder Erzeugergruppierungen.

Handelt es sich bei dem Antragsteller um eine Erzeugerorganisation, eine Vereinigung von Erzeugerorganisationen, eine Vereinigung von Erzeugerorganisationen oder eine Erzeugervereinigung, so kann er einen Beihilfeantrag für jedes seiner Mitglieder einreichen.

Handelt es sich bei dem Antragsteller um eine Erzeugergruppierung, so kann nur die Gruppierung einen Sammelantrag auf Beihilfen einzureichen.

Der Minister ist befugt, zusätzlich ergänzende Bedingungen für den Zugang zur Beihilfe festzulegen, um den Zugang zu dieser Beihilfe auf bestimmte Produktionsvolumen zu beschränken.

Der Minister ist befugt, die Dauer sowie rein verfahrenstechnische Bedingungen für die Anwendung dieser Beihilfen einzuführen.

Art. 9 - Eine Beihilfe in Form einer öffentlichen Garantie, die höchstens fünfundsiebzig Prozent eines aufgenommenen Darlehens deckt und die dazu dient, Aktivitäten zur Sammlung, Förderung, Verarbeitung oder Vermarktung von Agrarprodukten oder mehrere dieser Aktivitäten zu finanzieren, kann ebenfalls von der Zahlstelle gewährt werden.

Das Bruttosubventionsäquivalent der Garantie wird auf der Grundlage der Safe-Harbour-Prämien, die den Transparenzkriterien der europäischen Rechtsvorschriften entsprechen, berechnet.

Die Beihilfe wird den Genossenschaften für die Verarbeitung oder die Vermarktung zur Entwicklung von Projekten zur Aufwertung der Agrarprodukte gewährt.

Der Minister legt die Liste dieser Agrarprodukte fest.

Beträgt der garantierte Betrag maximal 1.500.000 Euro, beläuft sich die Dauer der Garantie maximal fünf Jahre.

Beträgt der garantierte Betrag maximal 750.000 Euro, beläuft sich die Dauer der Garantie maximal zehn Jahre.

Der Minister ist befugt, andere Beträge und andere Laufzeiten festzulegen, falls diese in spezifischen europäischen Rechtsvorschriften in Sachen Krisenbeihilfen vorgesehen werden.

Der Minister bestimmt die zusätzlichen Modalitäten für die Gewährung der im vorliegenden Kapitel erwähnten Garantie.

KAPITEL IV — Beschwerden und Umgehungsklausel

Art. 10 - Der Landwirt verfügt über fünfundvierzig Tage um bei dem Verantwortlichen der Zahlstelle gegen jegliche auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses getroffene Entscheidung Beschwerde einzureichen.

Der Verantwortliche der Zahlstelle kann innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang der Beschwerde darüber befinden.

Kein Verzugszins wird über die Durchführung der im Rahmen des vorliegenden Erlasses vorgenommenen Zahlungen eingefordert.

Art. 11 - Den Landwirten wird keine der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen gewährt, wenn festgestellt wird, dass sie die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen den Zielen dieses Erlasses zuwiderlaufend geschaffen haben.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 12 - In Titel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor, wird das Kapitel *1bis*, das den durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2009 eingefügten Artikel *76bis* beinhaltet, aufgehoben.

Art. 13 - In Titel 4 desselben Erlasses wird das Kapitel *1ter*, das die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2009 eingefügten und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 abgeänderten Artikel *76ter* und *76quater* beinhaltet, aufgehoben.

Art. 14 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 zur Gewährung einer vorübergehenden Sonderbeihilfe zugunsten der Erzeuger von Milch, Rindfleisch und Zuchtschweinen wird aufgehoben.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 16 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Dezember 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/200145]

15 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een steun aan de landbouwbedrijven om het hoofd te bieden aan de daling van de prijzen van de landbouwproducten of aan uitzonderlijke evenementen en een steun voor de verwerking en de afzet van landbouwproducten

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de uitvoering van de artikelen 107 en 108 van het EG-Verdrag inzake de *de minimis*-regeling in de landbouwsector;

Gelet op het Waalse landbouwwetboek, artikelen D.4, D.11, D.13, D.14, D. 17, D. 242, D.243, D. 245, tweede lid, D.247, en D. 254, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 tot toekenning van een uitzonderlijke en tijdelijke steun aan de landbouwers, die melk, rundvlees en fokvarkens produceren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 oktober 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 oktober 2016;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 11 oktober 2016;

Gelet op het rapport van 6 oktober 2016, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 60.365/4 van de Raad van State, gegeven op 23 november 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Overwegende dat de *de minimis*-regeling geactiveerd moet worden om de landbouwsector te ondersteunen voor zover bedoelde sector geconfronteerd wordt met uitzonderlijke evenementen die leiden tot een rechtstreekse of onrechtstreekse storing van de verschillende markten zoals het door Rusland opgelegde embargo op de invoer, de opheffing van de quota's, een belangrijke marktschommeling;

Overwegende dat de Europese Commissie bij uitzonderlijke omstandigheden maatregelen op Europees niveau treft om financiële werktuigen uit te voeren teneinde de landbouwsector te ondersteunen;

Overwegende dat verschillende opeenvolgende crisissen deze laatste jaren een tegemoetkoming van de openbare overheden vereist hebben;

Overwegende dat wanneer de Europese Unie een crisissteun toelaat, de Waalse Regering in het algemeen niet veel tijd heeft om die maatregelen uit te voeren;

Overwegende dat het Waalse Gewest zich van een juridisch instrument moet voorzien, waarbij de toekenning van een steun bij uitzonderlijke omstandigheden snel geactiveerd moet worden;

Overwegende dat de tegemoetkomingen de continuïteit van het beheer ondersteunen en het ondernemerschap bevorderen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het Wetboek : het Waalse landbouwwetboek;

2^o de garantie: de garantie bedoeld in hoofdstuk 7 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector.

Art. 2. Het betaalorgaan of de instelling waaraan dat orgaan een deel of het geheel van zijn opdrachten krachtens artikel D.256, eerste lid, van het Wetboek delegeert, is belast met de opvolging van de toegekende steun.

Het betaalorgaan of de instelling waaraan dat orgaan een deel of het geheel van zijn opdrachten krachtens artikel D.256, eerste lid, van het Wetboek delegeert, kent de krachtens dit besluit bedoelde steun toe op grond van de gegevens en documenten waarover het via de verzamelaanvraag van de landbouwer beschikt.

In afwijking van het tweede lid stuurt het betaalorgaan of de instelling waaraan dat orgaan een deel of het geheel van zijn opdrachten krachtens artikel D.256, eerste lid, van het Wetboek delegeert, wanneer het/ze niet over de gegevens of documenten beschikt waarmee het/ze de steun aan de betrokken landbouwers kan toekennen, een verzoek om informatie aan de landbouwers door elk middel dat een vaste datum verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek. De landbouwers antwoorden binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om informatie. Indien het betaalorgaan daartoe over voldoende informatie beschikt, kent het in voorkomend geval de steun alleen op basis van de gegevens waarover het beschikt toe.

Art. 3. Behoudens andersluidende bepaling bedoeld in de Europese regelgeving voldoet de begunstigde aan de volgende voorwaarden:

1° geïdentificeerd zijn bij het betaalorgaan in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, overeenkomstig artikel D.20 van het Wetboek;

2° over een productie-eenheid op het grondgebied van het Waalse Gewest beschikken;

3° een actieve landbouwer zijn in de zin van artikel 9 van Verordening (EU) nr.1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad en van de artikelen 10 tot 12 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers.

Art. 4. Er wordt geen steun voorzien in het kader van de toepassing van dit besluit toegekend aan een onderneming in moeilijkheden.

Onder onderneming in moeilijkheden wordt verstaan een onderneming in moeilijkheden in de zin van artikel 2, 14°, van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

In geval van niet-verschuldigde betaling wordt de steun ingevorderd overeenkomstig de artikelen D.258 tot D.260 van het Waals landbouwwetboek.

HOOFDSTUK II. — *Gewestelijke steun om het hoofd te bieden aan de daling van de prijzen van de landbouwproducten of aan uitzonderlijke evenementen*

Art. 5. Ten gevolge van een uitzonderlijke of onvoorziene daling van de prijzen van de landbouwproducten of aan uitzonderlijke evenementen die als dusdanig erkend worden door de Regering, kan de landbouwer die bewijst dat hij thesaurieproblemen heeft, de gewestelijke steun genieten, die met name in een rentesubsidie of in de toekenning van een garantie onder de voorwaarden bepaald in dit besluit bestaat.

De thesaurieproblemen kunnen door achterstallen aan zijn leveranciers aangetoond worden.

Art. 6. Wanneer de steun die krachtens artikel 5 door het betaalorgaan toegekend wordt, in de toekenning van een garantie bestaat, ook via minimissteun voor de financiering van risico's in de vorm van garantie, wordt het brutosubsidie-equivalent van de garantie berekend overeenkomstig de artikelen 27 tot 33 van het ministerieel besluit van 10 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector.

Wanneer het gegarandeerde bedrag niet hoger is dan 112.500 euro, is de duur van de garantie maximum vijf jaar.

Wanneer het gegarandeerde bedrag niet hoger is dan 56.250 euro, is de duur van de garantie maximum vijf jaar.

De Minister kan andere bedragen en andere duurtijden vaststellen wanneer ze in een bijzondere Europese regelgeving inzake crisissteun worden bepaald.

De Minister bepaalt de aanvullende modaliteiten voor de toekenning van de in dit hoofdstuk bedoelde garantie.

Art. 7. Het betaalorgaan kent de in artikel 5, eerste lid, bedoelde subsidie toe.

Voor de toepassing van het eerste lid bevestigt de Minister:

1° de procedurele elementen waarmee de Europese wetgeving aangevuld kan worden wanneer ze in de invoering van een crisissteun voorziet;

2° in voorkomend geval, de keuzen gemaakt in het kader van de toekenning van subsidies wanneer de Europese wetgeving in verschillende mogelijkheden voor de toekenning van een crisissteun voorziet;

3° de modaliteiten voor de uitbetaling van de subsidie wanneer ze niet volledig worden bepaald in de Europese wetgeving;

4° de gedekte periodes en de bedragen die in het kader van de invoering van een crisissteun toegekend kunnen worden.

HOOFDSTUK III. — *Gewestelijke steun voor de verwerking en de afzet van landbouwproducten*

Art. 8. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan een *de minimis*steun door het betaalorgaan toegekend worden aan de landbouwers die de primaire productie als hoofdzakelijke activiteit hebben, voor de ontwikkeling van activiteiten inzake verwerking of afzet van hun landbouwproducten.

Het bedrag van de in het eerste lid bedoelde steun is niet hoger dan 2.000 euro per landbouwer over drie fiscale boekjaren.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde toelaatbare uitgaven zijn:

1° de marketinguitgaven betreffende de afzet van landbouwproducten;

2° de roerende investeringen gebonden aan de verwerking en de afzet van landbouwproducten;

3° uitgaven gebonden aan marktonderzoeken over de verwerking en de afzet van landbouwproducten;

4° de consulentenuitgaven voor de opzet van nieuwe activiteiten inzake verwerking en afzet van landbouwproducten, met inbegrip van de belastingconsulenten en de zakenplannen;

5° de aankoop door een landbouwer van aandelen die het maatschappelijk kapitaal van een coöperatieve vennootschap vertegenwoordigen waarvan de exploitatiezetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is en waarvan de hoofdactiviteit erin bestaat landbouwproducten op te halen, te promoten, te verwerken of af te zetten, of verschillende van die activiteiten te verrichten.

§ 3. De in § 1 bedoelde steun wordt verleend in de vorm van één of twee kapitaalsubsidies waarvan het totaalbedrag niet hoger mag zijn dan 15.000 euro.

De Minister kan in een kleiner bedrag voorzien.

De in § 1 bedoelde steun kan toegekend worden aan de landbouwers die de in artikel 3 bedoelde voorwaarden vervullen alsook aan producentenorganisaties, verenigingen van producentenorganisaties, coöperatieve vennootschappen of groeperingen van producenten.

Indien de aanvrager een producentenorganisatie, een vereniging van producentenorganisaties, een vereniging van producenten is, kan hij een steunaanvraag voor ieder van zijn leden indienen.

Als de aanvrager een producentengroepering is, kan de groepering een eenmalige steunaanvraag indienen.

De Minister kan aanvullende voorwaarden voor de toegang tot de steun bepalen om de toegang tot bedoelde steun tot productievolumes te beperken.

De Minister kan de duur evenals de zuiver procedurele voorwaarden voor de toepassing van die steun vaststellen.

Art. 9. Een steun in de vorm van een overheidsgarantie die maximum 75 % van het geleende bedrag dekt en die dient om activiteiten inzake ophaling, bevordering, verwerking of afzet van landbouwproducten of verschillende van die activiteiten te financieren, kan ook door het betaalorgaan toegekend worden.

Het bruto-subsidie-equivalent wordt berekend op grond van safe harbour-premies die voldoen aan het criterium van transparantie zoals bedoeld in de Europese regelgeving.

De steun wordt verleend aan de coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen voor de ontwikkeling van projecten tot valorisatie van landbouwproducten.

De Minister bepaalt de lijst van die landbouwproducten.

Wanneer het gegarandeerde bedrag niet hoger is dan 1.500.000 euro, is de duur van de garantie maximum vijf jaar.

Wanneer het gegarandeerde bedrag niet hoger is dan 750.000 euro, is de duur van de garantie maximum vijf jaar.

De Minister kan andere bedragen en andere duurtijden vaststellen wanneer ze in een bijzondere Europese regelgeving inzake crisissteun worden bepaald.

De Minister bepaalt de aanvullende modaliteiten voor de toekenning van de in dit hoofdstuk bedoelde garantie.

HOOFDSTUK IV. — *Beroep en omzettingclausule*

Art. 10. De landbouwer beschikt over vijftien dagen om een beroep in te dienen bij de verantwoordelijke van het betaalorgaan tegen elke beslissing genomen krachtens dit besluit.

De verantwoordelijke van het betaalorgaan kan een beslissing tegen het beroep nemen binnen een termijn van één maand na de indiening van het beroep.

Er wordt geen enkele nalatigheidssintrest geëist betreffende de betalingen verricht in het kader van dit besluit.

Art. 11. Er wordt geen van de steunbedragen waarin dit besluit voorziet, toegekend aan landbouwers die kunstmatig de voorwaarden hebben gecreëerd om voor dergelijke steunbedragen in aanmerking te komen die niet in overeenstemming zijn met de doelstellingen van dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 12. In titel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector, wordt hoofdstuk 1bis, dat artikel 76bis omvat, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2009, opgeheven.

Art. 13. In titel 4 van hetzelfde besluit, wordt hoofdstuk 1, dat de artikelen 76ter en 76quater omvat, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, opgeheven.

Art. 14. Het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 tot toekenning van een uitzonderlijke en tijdelijke steun aan de landbouwers, die melk, rundvlees en fokvarkens produceren wordt opgeheven.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 16. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2016

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200147]

15 DECEMBRE 2016. — Arrêté ministériel relatif à l'intervention en garantie par l'organisme payeur lors d'événements exceptionnels

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D. 4, D.11, D.13, D.14, D. 17, D. 242, D.243, D. 245, alinéa 2, D.247, et D. 254, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 relatif à l'octroi d'une aide aux exploitations agricoles visant à faire face à la baisse des prix des produits agricoles ou à des événements exceptionnels et à une aide à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles, les articles 5 et 6;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 octobre 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 11 octobre 2016;